



FMES
Fondation Méditerranéenne
d'Etudes Stratégiques

TAÏWAN : DE LA ZONE GRISE AU POINT DE NON-RETOUR

Par le VA (2S) Jacques Mallard
Directeur d'études à l'Institut FMES

Janvier 2026

Taïwan : de la zone grise au point de non-retour

Taïwan est à la fois un symbole historique, un verrou géographique et un nœud techno-industriel : la combinaison de ces trois éléments rend l'escalade avec la Chine à la fois plausible mais extraordinairement coûteuse. Les mécanismes qui y mènent ne répondent pas à la seule logique de hiérarchie des puissances. Le scénario le plus probable de l'évolution du rapport de force autour de Taïwan n'est ainsi pas l'assaut amphibie immédiat, mais plutôt une coercition maritime, cyber et informationnelle qui force un choix politique à Taipei – et un dilemme d'intervention à Washington et Tokyo.

Le droit international, établi par les vainqueurs de la seconde guerre mondiale et construit pour favoriser la vision politique du camp occidental, ne cadre plus la compétition inter-étatique et ne prévient plus la confrontation. La prévention des crises ne repose désormais plus que sur la lisibilité des lignes rouges, la discipline de communication et la maîtrise des incidents tactiques.

Pour la France, l'annexion de Taïwan par la RPC serait d'abord un test de résilience économique et de cohérence stratégique. L'environnement sécuritaire dans l'Outre-mer indopacifique en serait durablement modifié : pression accrue sur les routes maritimes, compétition d'influence renforcée, et montée des risques hybrides (cyber, information, coercition économique) au voisinage des territoires et dans les zones économiques exclusives.

Le 3 janvier 2026, un raid américain aussi fulgurant que surprenant capture le président du Venezuela Nicolas Maduro. Cette opération – revendiquée comme une action “ciblée” mais dénoncée par de nombreux États au nom de la souveraineté et du droit international – nous rappelle l'impact et la force politique du simple « fait accompli ». Quatre ans après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, cet événement atteste que les crises majeures ne procèdent plus seulement de ruptures frontales, mais d'un continuum d'actions coercitives, d'opérations limitées, de sanctions et de stratégies « sous le seuil ». Dans ce cadre, Taïwan concentre trois propriétés qui la rendent singulièrement inflammable : une dimension identitaire pour Pékin, une centralité géostratégique dans l'accès au Pacifique et un poids technologique mondial.

Dès lors, la question n'est pas uniquement « la Chine envahira-t-elle Taïwan ? », mais quels mécanismes pourraient, concrètement, faire basculer la compétition actuelle en confrontation : un embargo de fait, un incident en zone grise, une séquence politique ou une mauvaise interprétation des signaux de puissance, notamment américains.

L'Histoire regorge d'exemples de « course à la guerre » et on peut y distinguer trois niveaux distincts dans la coercition à des fins d'invasion : i) la pression durable où les effets restent cantonnés aux zones grises, sans attribution clairement établie, ii) la crise qui constitue une rupture dans un *statu quo* : inspections agressives, saisies, embargo de fait, actions cyber paralysantes, déclarations ressemblant à des ultimatums et iii) l'affrontement ouvert : campagne militaire sur la durée, frappes soutenues et répétées jusqu'à la conquête. Cette typologie historique met en évidence une caractéristique essentielle : la bascule irrémédiable du point de non-retour peut être atteint sans déclaration de guerre officielle. Pékin cherche ainsi à accoutumer progressivement la communauté internationale à l'idée d'une forme de légitimité du recours à la force contre Taïwan en cas de « sécession ».

À partir des enjeux structurels et des rapports de force dans la zone, nous verrons comment la « fabrication » d'une crise pourrait bénéficier d'un effet de signalement de la posture américaine actuelle vis-à-vis de l'Europe et de l'Amérique du Sud et ses conséquences pour la France.

Quels enjeux pour quel acteur ?

Une île chargée d'histoire

Même si le rattachement de Formose à l'empire du milieu est moins ancien que prétendu¹, l'île n'est pas seulement un dossier territorial pour Pékin, c'est aussi un enjeu de légitimation du régime dans la tradition multimillénaire chinoise. La « réunification » est présentée comme l'achèvement d'un cycle historique : restauration de la grandeur de la civilisation chinoise, intégrité de l'État dans sa structure actuelle et correction des « humiliations » du passé². Cette dimension identitaire rigidifie la négociation, car elle transforme des choix diplomatiques en tests de crédibilité interne. Elle rend d'autre part le calendrier politique d'autant plus sensible : une phase de fragilité domestique sur l'île accroîtra la tentation de « durcir » la position continentale, tandis qu'une séquence démocratique à Taipei (élection, réforme, référendum) sera qualifiée de provocation séparatiste. Dans un tel cadre, la gestion des signaux faibles devient presque aussi déterminante que les rapports de force.

Taïwan, verrou de la première chaîne d'îles

La géographie est assez parlante : Taïwan est un pivot de la taille de la Belgique sur une longue chaîne d'îles entre deux mers épicontinentales (mers de Chine méridionale et orientale) et l'immense océan Pacifique. Elle verrouille l'accès à la haute mer de ces deux mers que la Chine considère comme quasi territoriales. La « première chaîne d'îles » – plus de 7 000 km du Kamtchatka jusqu'à l'Indonésie – se présente comme une « grille » qui contrôle les accès des navires entrants et sortants. Contrôler l'île, c'est donc peser sur les flux maritimes chinois, les couloirs sous-marins et la liberté d'action des forces aéronavales en modifiant le rapport de force autour des détroits qui conditionnent l'accès à la haute mer.

Taïwan autonome contraint l'accès de la Chine au Pacifique et offre des points d'appui aux partenaires de Taipei.

Atouts industriels et technologiques

Taïwan est aussi un acteur majeur de l'industrie mondiale grâce à sa production de semi-conducteurs, dominée par l'entreprise TSMC qui fabrique plus de **50 % des puces électroniques avancées** utilisées dans les smartphones, les ordinateurs et dans toutes les technologies numériques. L'île se distingue aussi par son innovation en électronique, ses équipements high-techs et son rôle clé dans les chaînes mondiales d'approvisionnement, faisant d'elle un partenaire indispensable pour les géants comme Apple, Nvidia et bien d'autres. En 2025, les exportations taïwanaises ont atteint un record, portées par la demande liée à l'IA et au calcul de haute performance. Les décisions d'investissement confirment ce

¹ Jusqu'à l'installation d'un comptoir européen au XVI^e siècle, l'île n'est qu'un satellite sans réelle intégration à la structure politique chinoise territoriale. Les Japonais semblent davantage s'y intéresser pour étendre leurs possessions en Asie. Un loyaliste Ming vient finalement s'y établir en 1661 pour s'en servir de base arrière afin de renverser les Mandchous installés sur le continent.

² Référence au 百年国耻 (*bǎinián guóchǐ* = siècle d'humiliation entre 1840 à 1949, des guerres de l'opium à la fondation de la RPC).

mouvement, avec une montée en puissance sans interruption des capacités informatiques liées au développement de l'IA. Le coût d'une crise ne serait donc pas seulement régional : il serait immédiatement mondial, en provoquant un choc sur les composants critiques.

Quels rapports de force ?

Taïwan en “citadelle assiégée” : survivre, durer, rendre le coût prohibitif

L'organisation de la défense taïwanaise vise d'abord à assurer la continuité politique et la résilience des structures sociales : préserver le commandement, la cohésion de la population, les infrastructures critiques, puis user l'adversaire. Dans cette logique de freinage et d'attrition, l'île combine mines, missiles antinavires et sol-air, drones, défense côtière avec de surcroît la dispersion et le durcissement des centres de commandement. Les débats doctrinaux (« *Porcupine Strategy*³ » puis « *Overall Defense Concept*⁴ ») convergent sur un point : tenir suffisamment longtemps pour que l'agresseur perde l'initiative politique.

L'événement déclencheur à Taipei qui pourrait donner un alibi à la Chine pour provoquer une escalade, pourrait être parmi les incidents suivants aussi bien militaires que logistiques (concernant l'énergie, les stocks, les ports, les câbles et/ou la continuité gouvernementale) :

- **Une séquence d'affaiblissement politique** : référendum ou réforme constitutionnelle qui affaiblirait la démocratie insulaire.
- **Un incident maritime** : collision ou arraisonnement impliquant les garde-côtes et les « milices » maritimes.
- **Une cyberattaque paralysante** à l'approche d'un scrutin, perturbant les communications et/ou le secteur financier.
- **Une demande de soutien extérieur** interprétée par la RPC comme une “internationalisation” du dossier.

Les forces armées chinoises serrent le collet

La Chine dispose d'une large palette de moyens de tout type pour graduellement mettre en place sa pression : généralisation des intrusions aériennes et maritimes, patrouilles agressives de garde-côtes, « exercices » navals ceinturant l'île de plus en plus fréquents, inspections voire saisies de marchandises en mer, création de zones d'exclusion temporaires jusqu'à la destruction « accidentelle » de câbles sous-marins. Cette logique d'encercllement progressif qui s'inspire du jeu de Go permet d'avancer sans annoncer la guerre, tout en habituant la région à une présence militaire de plus en plus marquée.

Fin décembre 2025, Pékin a ainsi conduit de vastes exercices autour de Taïwan, incluant des tirs et la simulation d'un blocus (contrôle des accès maritimes nord et sud et pression sur les ports et les lignes de communication). Le message était double : tester la réaction politique de Taipei et signaler à ses partenaires la fermeté des intentions de la RPC.

³ *Porcupine Strategy* est une doctrine militaire pour la défense de Taïwan en cas d'invasion par la RPC. C'est une logique de dissuasion par déni : rendre Taïwan “indigeste” en rendant une invasion trop coûteuse, trop lente, trop incertaine pour Pékin. Cela se traduit par de nombreuses capacités peu coûteuses, dispersées, mobiles et résistantes. Elle préconise de mener une guerre asymétrique contre des forces chinoises supérieures en nombre, contrairement à la tendance historique de Taïwan à investir dans des systèmes d'armement complexes (navires, avions et chars).

⁴ *Overall Defense Concept* (ODC / 整體防禦概念) en est la récente déclinaison dans les années 2020 par l'amiral Lee Hsi-ming (CEMA) pour la planification globale de la défense de l'île.

Au cœur de cette stratégie se trouve le déni d'accès : saturer les capteurs et les systèmes de défense, menacer les bases et nœuds logistiques, ralentir le ralliement d'éventuels renforts adverses. Le but n'est pas forcément d'empêcher une intervention extérieure en soutien de l'île, mais de la retarder et d'en augmenter le coût, dans le but de créer un « fait accompli » irréversible.

La liberté d'action des États-Unis contestée

Pour les forces armées des États-Unis, la question n'est pas seulement « *pouvons-nous l'emporter ?* » mais « *pouvons-nous réagir suffisamment vite pour en contrôler l'escalade ?* ». La tyrannie des distances dans le Pacifique et la vulnérabilité des bases avancées sont au cœur des préoccupations du Pentagone comme le montre le concept de *Distributed Maritime Operations*⁵ qui vise à limiter ces faiblesses. Une crise déclenchée à la suite d'un blocus de l'île imposerait une réponse finement graduée (escortes, démonstrations de forces jusqu'aux frappes de neutralisation limitées) dont l'objectif serait tout autant d'affirmer la fermeté des intentions US que de renforcer la confiance des partenaires régionaux. Les événements majeurs récents – soutien à l'Ukraine mais prudence sur certains seuils, puis intervention unilatérale au Venezuela – alimentent cependant des lectures divergentes sur l'appétit au risque et la tolérance au coût diplomatique de la politique de l'administration Trump.

Le Japon en première ligne

La proximité de Taïwan de l'archipel japonais des Ryûkyû⁶ fait du Japon un maillon essentiel du théâtre d'un éventuel affrontement. Toute la mer de Chine orientale est en effet « fermée » par cet archipel qui n'est rattaché au Japon que depuis le XIX^{ème} siècle. Pour Tokyo, les îles sont donc tout aussi stratégiques que Taïwan et font l'objet de mesures de protection de plus en plus renforcées (infrastructures défensives, création de stocks stratégiques, installation de capteurs dans tous les domaines et exercice de protection de la population). Le débat public au Japon s'est progressivement cristallisé autour de la vulnérabilité d'Okinawa et le besoin impérieux d'anticiper une éventuelle invasion de Taïwan.

Pékin, de son côté, cherche à remodeler la perception internationale du *statu quo* dans la région en rappelant régulièrement le passé expansionniste voire totalitaire du pays du Soleil Levant pour à la fois intimider et délégitimer ses adversaires nippons.

Le Venezuela n'est pas Taïwan, mais il pèse sur les perceptions

Même si les rapports de force militaires conditionnent les options, ils ne suffisent pas à expliquer le passage à l'acte. Les crises se déclenchent aussi dans la sphère cognitive : perceptions, réputation, crédibilité, lecture des lignes rouges. L'épisode vénézuélien, par sa vitesse de réalisation et la contestation politique engendrée, fournit précisément un matériau pour interroger la posture américaine et la manière dont Pékin peut la décoder.

⁵ DMO : disperser la manœuvre navale pour survivre et frapper. Les *Distributed Maritime Operations* (DMO) sont présentées comme le concept opératif du *Department of the Navy* pour combattre un adversaire capable de détecter et frapper des groupes navals (notamment via missiles antinavires). L'objectif est de disperser la force, tout en conservant la capacité de concentrer des effets (feux, déceptions, saturations). [Ref CNO NAVPLAN 2024](#)

⁶ L'île de Yonaguni, la plus occidentale des Ryûkyû, n'est qu'à 60 Nq de Taïwan.

La tentation est grande d'envisager une action similaire de la Chine à Taïwan, il faut cependant résister à l'analogie stratégique. La géographie, les rapports de forces, les intérêts et le niveau d'enjeu pour Pékin ne sont pas comparables. L'épisode vénézuélien reste cependant un signal sur quatre variables : l'appétit de risque, la tolérance au coût politique, le rapport au droit international et la capacité à agir vite et en dehors des règles.

Ce que montre l'opération au Venezuela

Début janvier 2026, Washington a conduit des frappes puis une opération conduisant à la capture du président Nicolás Maduro, en assumant pleinement une rupture diplomatique et politique et au prix d'une contestation – voire d'une sidération – internationale. Des éléments rapportés par Reuters confirment que la décision d'intervenir était moins primesautière qu'elle n'y paraît. Des échanges discrets avec des acteurs clés du système sécuritaire vénézuélien, bien en amont de l'arrestation du président Maduro, indiquent que la prise de risque politique était bien calculée afin de limiter la résistance et stabiliser la transition vers un système politique favorable aux États Unis.

Nous pouvons en tirer trois enseignements – transposables avec prudence :

1. **La vitesse décisionnelle et le contrôle du récit** : l'action est très courte, l'objectif est net et la communication ciselée.
2. **L'instrumentalisation du levier économique et énergétique** : les instruments de sanctions s'imbriquent avec l'usage de la force ; la transition politique devient un arrangement économique pour obtenir l'accès exclusif au pétrole vénézuélien, au détriment de ses anciens partenaires.
3. **L'acceptation du contournement normatif** : le coût diplomatique est jugé secondaire si l'objectif stratégique est atteint.

La lecture chinoise : dissuasion ou opportunité ?

Pékin peut en tirer deux lectures opposées, et la complexité réside précisément dans ce dilemme :

- **Lecture A : message de dissuasion** : Washington peut frapper vite et surprendre, y compris contre un État souverain soutenu par le *DragonBear*⁷, et prendre le risque d'une condamnation internationale.
- **Lecture B : incitation à l'opportunisme** : si le droit international est aussi facilement transgressé par ceux qui s'en réclament et qui l'ont mis en place, alors le *rules-based international order* ne constitue plus un frein dans la compétition et il devient possible de tester le rival américain et de provoquer des changements par des faits accomplis « limités » sous couverture juridique.

La comparaison avec l'Ukraine renforce l'ambiguïté : le camp occidental a démontré son endurance et sa capacité à soutenir un pays agressé mais il a aussi fait preuve de prudence sur certains seuils afin de maîtriser l'escalade. Le calcul chinois porte alors sur une question essentielle : où s'arrêtera la volonté occidentale lorsque les coûts politiques monteront pour ses dirigeants ?

⁷ Le terme *DragonBear* sert à décrire une forme particulière de coordination stratégique entre la Chine et la Russie, qui n'est ni une alliance formelle, ni une simple entente, mais une coopération pragmatique et systémique couvrant des domaines politiques, économiques et militaires — davantage une convergence d'intérêts que l'expression d'un traité classique.

Quelles conséquences pour la France (métropole et outre-mer)

Si la crise se joue entre Pékin, Taipei, Washington et Tokyo, ses effets excèderont largement la région. Pour la France, puissance indopacifique par ses territoires et ses forces prépositionnées, l'enjeu n'est pas théorique : il touche la sécurité des espaces maritimes, la résilience des chaînes d'approvisionnement et la capacité à peser politiquement dans un environnement de rivalité accrue.

Un basculement durable de Taïwan dans le giron chinois produirait un double effet stratégique pour la France. En métropole, il renforcerait la dépendance technologique à la Chine et la fragilisation des capacités industrielles et de défense face à des perturbations majeures.

Une crise majeure à Taïwan frapperait d'abord l'économie mondiale sous la forme d'un choc assez fulgurant. Les semi-conducteurs irriguent l'automobile, l'aéronautique, la défense, les télécoms et le numérique. Un arrêt durable des flux ou une désorganisation des nœuds de production créerait un choc de disponibilité, puis de prix, avec effets en cascade sur l'emploi, les investissements et la souveraineté technologique européenne.

Une autre conséquence serait la contestation grandissante au sein des territoires français en Indopacifique. La France n'étant pas un observateur lointain, ses collectivités et territoires de l'océan Indien et du Pacifique, ses ZEE, les câbles sous-marins et les flux maritimes font de l'Indopacifique une continuité stratégique française. Une crise à Taïwan accroîtrait la pression sur les routes maritimes, sur les dispositifs de renseignement et sur les partenariats régionaux (Japon, Australie, Inde, ASEAN), tout en rendant plus coûteuse la présence de la France.

Trois défis contradictoires se poseraient à la France et à l'Union Européenne :

1. **Alignement transatlantique vs autonomie d'appréciation** : la France devra contribuer à l'effort de ses partenaires, sans se laisser enfermer dans des objectifs qui ne seraient pas les siens.
2. **Sanctions et contre-sanctions** : il faudra arbitrer entre solidarité politique et exposition économique.
3. **Crédibilité de présence** : protéger nos espaces maritimes et nos ressortissants tout en évitant l'escalade.

Les menaces les plus plausibles dans nos territoires ultramarins seraient principalement hybrides : intensification de la compétition d'influence, menace accrue sur câbles sous-marins, surveillance renforcée, pressions sur le spatial et dans le cyber espace. Le risque serait moins la projection d'une guerre à Nouméa ou Papeete, mais plutôt la déstabilisation des flux et de l'environnement de sécurité.

Conclusion

Le déclenchement le plus probable d'une crise à Taïwan n'est pas forcément un assaut amphibie mais une coercition maritime et informationnelle qui fabrique un fait accompli progressif, jusqu'à rendre la désescalade politiquement impossible. Dans ce contexte, l'intervention américaine au Venezuela représente moins un modèle qu'un signal susceptible

d'être mal interprété. Le vrai enjeu stratégique devient alors l'identification des points de bascule.

Si l'on raisonne en dynamique plutôt qu'en intentions affichées, les déclencheurs les plus plausibles d'un basculement autour de Taïwan se concentrent sur quatre séquences :

- **Un blocus/embargo progressif**, présenté comme « contrôle » jusqu'à rendre les flux maritimes insoutenables.
- **Un incident de zone grise** (collision, arraisonnement, tir d'avertissement, saisie) dont l'interprétation devient immédiatement politique.
- **Une séquence intérieure** (élection, référendum, annonce statutaire) catalysant ultimatum et surenchère pour sauvegarder la face.
- **Une erreur de calcul** sur la réaction américaine et japonaise – et sur la maîtrise de l'escalade.

Le vrai point de bascule apparaîtra ainsi quand la coercition deviendra irréversible : interruption durable des flux maritimes et numériques, neutralisation du réseau de *Command & Control* (C2) ou ultimatum public qui transforme une pression en engagement. C'est à ce moment qu'une réponse graduée cesse d'être possible et que la logique militaire prend le pas sur la gestion politique.

L'ouverture est paradoxale : la prévention de crise dépend autant des capacités militaires que de la gestion des signaux faibles. En ce sens, ce que Washington a fait au Venezuela – fulgurance, unilatéralisme, coût normatif accepté – modifie durablement l'environnement cognitif dans lequel Pékin et Taipei évaluent leurs risques. Le temps joue très clairement en faveur de la Chine et la volatilité des prises de décision dans le bureau ovale brouille durablement les prévisions des meilleurs *bookmakers*. On pourrait s'attendre à ce qu'un « *deal* » soit proposé à la Chine par le président Trump pour renforcer une image politique intérieure écornée par des soubresauts sociétaux mais au détriment de la liberté des taiwanais. Il n'est cependant pas certain que ce *deal* soit accepté par Xi Ji Ping.

VA(2S) Jacques MALLARD





FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

www.fmes-france.org

Institut FMES
Maison du numérique et l'innovation
Place Georges Pompidou
83000 Toulon



@institutfmes



@InstitutFMES



FMES France



Institut FMES



Boussole
stratégique



FMES